

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 16 de l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinage, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs le mot « dossier » est remplacé par les mots « dossier complet ».

Art. 2. L'article 146 du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 146. Dans les ports de mer, pour des quantités totales à transborder dépassant 1 000 kg NEQ, le transbordement d'explosifs ne peut se faire qu'après notification au contrôleur des explosifs, selon les prescriptions des articles 78 et 151. Toutefois, si ces quantités comportent des explosifs de la classe A, catégories 1 et 2, ce poids maximum est ramené à 400 kg NEQ. L'escorte restera sur place jusqu'au départ du navire et informera le contrôleur des explosifs en cas d'anomalies, d'incidents ou d'accidents lors du transbordement.

Sauf cas de force majeure dûment constatés par le service de pilotage, les navires doivent faire route vers la mer immédiatement après leur chargement. ».

Art. 3. Dans l'article 261, alinéa 2, du même arrêté, au 2°, le mot « cinquante » est remplacé par les mots « cent cinquante ».

Art. 4. A l'article 263 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 7 janvier 1966, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, la phrase « Il leur est interdit de délivrer des artifices explosants désignés comme tels à la liste prévue à l'article 4, à toute personne ne justifiant pas d'un permis d'emmagasiner ou de détenir provisoirement ces produits. » est abrogée;

2° dans l'alinéa 2, les mots « et d'artifices visés à l'alinéa précédent » sont abrogés.

Art. 5. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 septembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
J. VANDE LANOTTE

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 16 van het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende algemeen reglement betreffende het fabriceren, opslaan, onder zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen wordt het woord « dossier » vervangen door de woorden « volledig dossier ».

Art. 2. Artikel 146 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 146. In de zeehavens mag een verscheping van springstoffen waarvan de over te laden totale hoeveelheid meer dan 1 000 kg NEQ bedraagt, slechts plaatsvinden na melding aan de controleur der springstoffen volgens de voorschriften van artikelen 78 en 151. Indien deze hoeveelheid nochtans springstoffen van klasse A, categorie 1 en 2 bevat, wordt dit maximum gewicht op 400 kg NEQ gebracht. Het geleide zal ter plaatse blijven tot het schip vertrekt en zal de controleur der springstoffen informeren in het geval een onregelmatigheid, incident of ongeval zich voordoet tijdens de verscheping.

Behoudens in de door de loodsdiens dienst behoorlijk vastgestelde gevallen van overmacht moeten de schepen onmiddellijk nadat zij geladen zijn naar zee varen. ».

Art. 3. In artikel 261, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt in de bepaling onder 2° het woord « vijftig » vervangen door het woord « honderdvijftig ».

Art. 4. In artikel 263 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 januari 1966, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de zin « Het is hun verboden ontploffend vuurwerk dat als dusdanig vermeld is in de lijst bedoeld in artikel 4, af te geven aan personen die geen toelating kunnen voorleggen om die producten op te slaan of tijdelijk onder zich te houden. » opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden « en vuurwerk als bedoeld in voorgaande alinea » opgeheven.

Art. 5. De minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 september 2013.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Economie,
J. VANDE LANOTTE

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2013/27187]

22 AOUT 2013. — Arrêté ministériel établissant le modèle du contrat de stage en transition prévu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2013 relatif aux stages de transition

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2013 relatif aux stages de transition, notamment les articles 3 et 5,

Arrête :

Article 1^{er}. Le contrat de stage, tel que visé à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2013 relatif aux stages de transition, est établi sur la base du modèle figurant en annexe du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2013 relatif aux stages de transition.

Art. 3. Le Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 août 2013.

A. ANTOINE

Annexe

**CONTRAT DE STAGE DE TRANSITION**

Entre :
 Ayant son siège social à
 Et un siège d'exploitation à
 valablement représentée par
 en qualité de
 n° ID : N° BCE

ci-après dénommée l'Employeur

et
 domicilié(e) à
 né(e) le
 Inscrit comme demandeur d'emploi depuis le
 dossier n°
 NISS
 ci-après dénommé le Stagiaire
 et

l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi valablement représenté par
 Madame Marie-Kristine Vanboeckstal, Administratrice générale

ci-après dénommé le FOREm

En application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2013 relatif aux stages de transition, stages visés à l'article 36 quater de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage

Article 1

Le présent contrat a pour objet de permettre au stagiaire de suivre un stage de transition pour la fonction de....

Il constitue un contrat sui generis.

Article 2

Le présent contrat de stage de transition est conclu pour une durée de mois, du
 ... au

Article 3

Les prestations sont fixées à heures par semaine correspondant à un temps plein selon le régime en vigueur chez l'employeur.

Le stage de transition comporte le ou les modules de formation suivants faisant partie intégrante des heures de stage :

- Dispensé par A concurrence deheures/semaine du ... au ...
- Dispensé par A concurrence deheures/semaine du ... au ...

dont les contenu(s) et programme(s) sont repris en annexe au présent contrat. L'annexe fait partie intégrante du présent contrat.

Article 4

L'employeur s'engage à :

- 1° accueillir le stagiaire et à veiller à son intégration dans le milieu professionnel ;
- 2° confier uniquement au stagiaire des tâches en adéquation avec le présent contrat et en lien avec le programme de formation et le préparer à l'apprentissage d'un métier, notamment en mettant à sa disposition le suivi pédagogique et technique, les équipements de protection individuelle, l'outillage et les matières nécessaires à l'apprentissage du métier et à sa formation ;
- 3° opérer la déclaration DIMONA concernant le stagiaire à la Banque Carrefour de la Sécurité sociale lorsque cette obligation lui incombe ;
- 4° garantir au stagiaire une assurance accident du travail et sur le chemin du travail ainsi qu'en matière de responsabilité civile, conformément à l'article 7 ci-après ;
- 5° respecter les obligations édictées par le Code sur le bien-être au travail, par le Règlement général de protection du travail ou par les conventions collectives qui sont applicables à l'employeur ;
- 6° collaborer avec le FOREm et/ou l'(les) opérateur(s) de formation visé(s) à l'article 3, pendant l'exécution du contrat de stage ;
- 7° libérer le stagiaire afin qu'il puisse suivre le ou les modules de formation définis à l'article 3, aux moments et selon les horaires convenus ;
- 8° désigner parmi son personnel, un tuteur chargé, d'une part, du suivi et de l'accompagnement du stagiaire pendant la durée du stage et chargé, d'autre part, de dispenser la formation lorsque le (les) modules de formation visé(s) à l'article 3 est(sont) réalisé(s) par l'employeur ;
- 9° payer au stagiaire l'indemnité mensuelle brute de 200€ fixée au paragraphe 1^{er}, 8° de l'article 36quater pour l'ensemble des prestations liées au présent contrat, cette indemnité n'étant pas soumise aux cotisations de sécurité sociale et l'employeur respectant ses obligations en matière de précompte professionnel ;
- 10° rembourser au stagiaire, sur la base des dispositions en vigueur auprès de l'employeur, tous les frais de déplacement du stagiaire liés à la mise en œuvre du stage ;
- 11° permettre au FOREm d'exercer sa mission d'accompagnement, de suivi et d'évaluation ;
- 12° transmettre au FOREm, dans les délais requis, tous les documents nécessaires au suivi du présent contrat ;

- 13° compléter et remettre au stagiaire, dans les délais requis, tous les documents liés au suivi et à l'exécution du présent contrat ;
- 14° se soumettre au moins à une évaluation réalisée au plus tard avant la fin du stage.

Article 5

Le stagiaire s'engage à :

- 1° maintenir son inscription comme demandeur d'emploi auprès du FOREm et répondre aux conditions du stage de transition prévues à l'article 36^{quater}, §1^{er} de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ;
- 2° suivre avec assiduité son stage en ce compris le ou les modules de formation prévus dans son programme de formation ;
- 3° respecter les horaires convenus et les consignes en vigueur chez l'employeur ;
- 4° ne pas s'absenter du stage sans raison valable et communiquer à l'employeur les informations et attestations nécessaires permettant de justifier ses absences éventuelles de l'entreprise ou de la formation ;
- 5° agir conformément aux instructions qui lui sont données par l'employeur via un de ses mandataires ou préposés ou son tuteur ;
- 6° communiquer à l'employeur et au FOREm tout changement pouvant entraîner une modification du présent contrat ;
- 7° permettre au FOREm d'exercer sa mission d'accompagnement, de suivi et d'évaluation.

Article 6

Le FOREm, en tant que service public de l'emploi, s'engage à

- 1° accompagner le stagiaire et à assurer le suivi de son stage comme visé à l'article 9, 1° et 7° de l'arrêté du Gouvernement wallon précité
- 2° à procéder à tout moment, à la demande d'une des parties, à l'évaluation du stage
- 3° à procéder à son initiative, tant avec l'employeur que le stagiaire, à l'évaluation finale du stage

Les parties au contrat s'engagent à rédiger, à la fin du stage de transition, un rapport de stage conjoint.

Article 7

Pendant la durée du stage de transition, l'employeur assure le stagiaire contre les accidents de travail et sur le chemin du travail.

Ledit contrat d'assurance garantit au stagiaire les mêmes avantages que ceux qui sont mis à charge de l'assurance par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail ou sur le chemin du travail, étant entendu que le stagiaire victime d'un accident de travail ou sur le chemin du travail est indemnisé sur base de la rémunération de la profession, objet du présent stage, déduction faite des cotisations de sécurité sociale.

A cet effet, l'employeur apporte la preuve que la police n° a été contractée auprès de la société.....

En outre, l'employeur certifie avoir conclu un contrat d'assurance responsabilité civile auprès d'une société d'assurance agréée, la police d'assurance couvrant les dommages causés par le stagiaire à des tiers à l'employeur où se forme le stagiaire.

L'employeur certifie être en règle de paiement des primes afférentes à la couverture des risques susmentionnés.

Article 8

Le présent contrat prend fin de plein droit soit :

- 1° au terme fixé à l'article 2 ci-avant ;
- 2° quand le stagiaire n'est plus inscrit comme demandeur d'emploi au FOREm ;
- 3° par cas fortuit ou force majeure lorsque celui-ci rend impossible définitivement l'exécution du contrat ;
- 4° en cas de décès de l'une des parties.

Le présent contrat prend fin avant son terme de commun accord entre les parties, moyennant accord du conseiller référent.

Article 9

En application des dispositions contenues dans le Code sur le bien-être au travail et le Règlement général de protection du travail, l'obligation de soumettre les stagiaires à des examens médicaux repose sur l'employeur et vise tant l'organisation que la prise en charge financière des dits examens médicaux. L'employeur s'engage sur l'honneur à respecter les obligations imposées par cette réglementation. La responsabilité du FOREm ne peut être invoquée en aucun cas à cet égard.

Article 10

Par leur signature respective apposée sur le document précisant le contenu et le programme du (des) modules de formation, annexé au présent contrat, les parties marquent leur entier accord sur ledit programme.

Article 11

Les parties déclarent avoir pris connaissance de l'arrêté du Gouvernement wallon du..... relatif aux stages de transition et de l'article 36 quater de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage,

Ainsi établi à _____ le _____ en trois exemplaires signés par les parties qui reconnaissent avoir reçu leur exemplaire.

Pour l'Employeur

Le Stagiaire

Pour le FOREm

<i>Annexe au contrat de stage de transition Programme de formation</i>	
<i>Numéro ST :</i> <i>Conseiller :</i> <i>Coordonnées conseiller :</i> <i>ST de à</i>	<i>Entreprise :</i> <i>Fonction :</i> <i>Stagiaire :</i>

Modalités de la partie formative

Partie formative en entreprise

Responsable de la partie formative :
 Adresse du lieu de la partie formative :

Tuteur :
 Coordonnées du tuteur :

Durée de la partie formative :

Description de la fonction

Mettre définition des plans d'Elink

Description des activités du métier expérimenté

Il s'agit des activités indispensables pour exercer le métier et des activités propres à l'entreprise sur lesquelles le stagiaire sera formé pendant son stage par l'entreprise.

Mettre ici les activités de base d'Elink du métier et compléter avec l'employeur les tâches réellement réalisées (en lien avec la durée du stage)

Date :	Signature Stagiaire	Signature Employeur	Signature Conseiller
--------	---------------------	---------------------	----------------------

<i>Annexe au contrat de stage de transition Programme de formation</i>	
<i>Numéro ST :</i> <i>Conseiller :</i> <i>Coordonnées conseiller :</i> <i>ST de à</i>	<i>Entreprise :</i> <i>Fonction :</i> <i>Stagiaire :</i>

Modalités de la partie formative

Partie formative en centre de formation

Personne de contact auprès de l'opérateur :
Coordonnées de la personne de contact :

Tuteur :
 Coordonnées du tuteur :

Durée de la partie formative :
 Dates, lieux et horaire de la formation :

➤ ...
 ➤ ...

Description de la fonction

Définition du métier

Programme et contenu de la formation dispensée par l'opérateur de formation

Date :	Signature Stagiaire	Signature Employeur	Signature Conseiller
--------	---------------------	---------------------	----------------------

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 22 août 2013 établissant le modèle du contrat de stage en transition prévu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2013 relatif aux stage de transition.

Namur, le 22 août 2013.

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2013/27187]

22 AUGUSTUS 2013. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het model van instapstageovereenkomst bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2013 betreffende de instapstages

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2013 betreffende de instapstages, inzonderheid op de artikelen 3 en 5,

Besluit :

Artikel 1. De stageovereenkomst, zoals bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2013 betreffende de instapstages, wordt opgemaakt op grond van het model opgenomen als bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2013 betreffende de instapstages.

Art. 3. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 augustus 2013.

A. ANTOINE

Bijlage

INSTAPSTAGEOVEREENKOMST

Tussen :
 Maatschappelijke zetel
 Bedrijfszetel
 Geldig vertegenwoordigd door
 als
 Identificatienummer : KBO-nummer

hierna de "Werkgever" genoemd

en
 woonachtig te
 geboren op
 Ingeschreven als werkzoekende sinds
 Dossiernummer
 INSZ
 hierna de "Stagiair" genoemd
 en

de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), geldig vertegenwoordigd door mevr. Marie-Kristine Vanboeckstal, Administratrice-generaal

hierna de "FOREm" genoemd

Overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2013 betreffende de instapstages, stages bedoeld in artikel 36 quater van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Artikel 1

Met deze overeenkomst kan de stagiair een instapstage volgen voor de functie van
 Het wordt beschouwd als een "sui generis" overeenkomst.

Artikel 2

Deze instapstageovereenkomst wordt gesloten voor een duur van maanden,
 vanaf ... tot

Artikel 3

De verstrekkingen worden vastgesteld op uur per week die overeenstemmen met een voltijdse betrekking overeenkomstig de vigerende regeling bij de werkgever.

De instapstage bestaat uit de volgende opleidingsmodule(s) die integraal deel uitmaken van de stageuren:

- Gegeven door Ten belope van Uur/week van ... tot ...
- Gegeven door Ten belope van Uur/week van ... tot ...

waarvan de inhoud en de programma's als bijlage bij deze overeenkomst worden opgenomen. De bijlage maakt integraal deel uit van deze overeenkomst.

Artikel 4

De werkgever verbindt zich ertoe :

- 1° de stagiair op te vangen en te zorgen voor zijn integratie in het beroepsmilieu;
- 2° enkel taken in overeenstemming met deze stageovereenkomst en in verband met het opleidingsprogramma toe te vertrouwen aan de stagiair en hem voor te bereiden op het aanleren van een beroep, met name door het ter beschikking stellen van de pedagogische en technische opvolging, de individuele beschermingsuitrustingen, het gereedschap en de stoffen die nodig zijn voor het aanleren van het beroep en voor zijn opleiding;
- 3° de aangifte "DIMONA" met betrekking tot de stagiair te doen bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid als die verplichting hem opgelegd wordt;
- 4° de stagiair te verzekeren tegen arbeidsongevallen en ongevallen op de weg van en naar het werk alsook inzake burgerlijke aansprakelijkheid, overeenkomstig artikel 7 dat volgt;
- 5° te voldoen aan de verplichtingen uitgevaardigd bij de Codex over het welzijn op het werk, bij het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming of de collectieve arbeidsovereenkomsten van toepassing op de werkgever;
- 6° met de FOREm en/of de operator(en) inzake vorming bedoeld in artikel 3 samen te werken, gedurende de uitvoering van de stageovereenkomst;
- 7° de stagiair vrij te stellen op de ogenblikken en uren zoals overeengekomen om hem aan de modules bedoeld in artikel 3 te kunnen laten deelnemen;
- 8° een voogd onder zijn personeel aan te wijzen, belast enerzijds met de opvolging en de begeleiding van de stagiair tijdens de looptijd van de stage en, anderzijds, met het verstrekken van de opleiding als de opleidingsmodule(s) bedoeld in artikel 3 door de werkgever worden uitgevoerd;
- 9° de stagiair, voor het geheel van de prestaties i.v.m. deze overeenkomst, een maandelijkse toelage te betalen waarvan het bedrag van 200€ in paragraaf 1, 8°, van artikel 36quater wordt vastgesteld; deze toelage wordt niet onderworpen aan de sociale zekerheidsbijdragen ; de werkgever leeft zijn verplichtingen inzake bedrijfsvoorheffing na;
- 10° alle reiskosten van de stagiair i.v.m. de uitvoering van de stage terug te betalen volgens de bepalingen die toepasselijk zijn bij de werkgever;
- 11° de FOREm de mogelijkheid te geven om zijn opdracht inzake begeleiding, opvolging en evaluatie uit te voeren;
- 12° alle nodige documenten voor de opvolging van deze overeenkomst over te maken aan de FOREm binnen de voorgeschreven termijn;

13° alle nodige documenten voor de opvolging en de uitvoering van deze overeenkomst aan te vullen en te bezorgen aan de stagiair binnen de voorgeschreven termijn;

14° aan minstens één beoordeling zich te onderwerpen, die uiterlijk voor het einde van de stage wordt gemaakt.

Artikel 5

De stagiair verbindt zich ertoe:

1° zijn inschrijving als werkzoekende bij de FOREm te handhaven en te voldoen aan de eisen in verband met de voorwaarden van de instapstage bedoeld in artikel 36^{quater}, §1, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

2° zijn stage regelmatig te volgen, met inbegrip van de opleidingsmodule(s) bedoeld in zijn opleidingsprogramma;

3° de overeengekomen uren en de vigerende instructies bij de werkgever in acht te nemen;

4° niet afwezig te zijn zonder afdoende reden en de nodige informatie en attesten te verstrekken om eventuele afwezigheden op het bedrijf of de opleiding te rechtvaardigen;

5° naar de richtlijnen te handelen die hem door de werkgever gegeven worden, via één van zijn gevolmachtigden of aangestelden of zijn voogd;

6° de werkgever en de FOREm elke wijziging mee te delen die deze overeenkomst zou kunnen wijzigen;

7° de FOREm de mogelijkheid te geven om zijn opdracht inzake begeleiding, opvolging en evaluatie uit te voeren.

Artikel 6

De FOREm, als overheidsdienst voor arbeidsbemiddeling, verbindt zich ertoe:

1° de stagiair te begeleiden en voor de opvolging van de stage te zorgen zoals bedoeld in artikel 9, 1° en 7° van voornoemd besluit van de Waalse Regering;

2° op elk moment, op verzoek van een van de partijen, de stage te beoordelen;

3° op eigen verzoek, zowel met de werkgever als met de stagiair, tot de eindevaluatie van de stage over te gaan.

De partijen bij de overeenkomst verbinden zich ertoe aan het einde van de stage een gezamenlijk stagerapport op te maken.

Artikel 7

Gedurende de duur van de instapstage, wordt de stagair verzekerd door de werkgever tegen arbeidsongevallen en ongevallen op de weg van en naar het werk door.

Deze verzekeringsovereenkomst biedt de stagiair dezelfde voordelen als die welke ten laste van de verzekering worden gelegd bij de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen en ongevallen op de weg van en naar het werk, met dien verstande dat de stagiair, die het slachtoffer is van een arbeidsongeval of van een ongeval op de weg van en naar het werk, op grond van de bezoldiging verbonden aan het beroep, voorwerp van deze stage, wordt vergoed, met aftrekking van de sociale bijdragen.

Daartoe moet de werkgever het bewijs leveren dat de polis nr. is afgesloten bij de maatschappij

Bovendien verklaart de werkgever een verzekeringsovereenkomst “burgerlijke aansprakelijkheid” te hebben gesloten bij een erkende verzekeringsmaatschappij, waarbij de verzekeringspolis de schade dekt die door de stagiair berokkend wordt aan derden en aan de werkgever bij wie hij een opleiding volgt.

De werkgever verklaart de premies die betrekking hebben op de dekking van bovenvermelde risico's te hebben betaald.

Artikel 8

Deze overeenkomst eindigt van rechtswege:

- 1° op de termijn bepaald in bovenbedoeld artikel 2;
- 2° wanneer de stagiair niet meer ingeschreven is als werkzoekende bij de FOREm;
- 3° bij toeval of in geval van overmacht als de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk gemaakt wordt;
- 4° bij overlijden van één van de partijen.

Deze overeenkomst eindigt voortijdig in onderlinge overeenstemming tussen de partijen, met de instemming van de referentie-adviseur.

Artikel 9

Overeenkomstig de bepalingen van de Codex over het welzijn op het werk en van het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, moet de werkgever de stagiairs onderwerpen aan geneeskundige onderzoeken en zorgen voor de organisatie en de tenlasteneming ervan. De werkgever belooft op zijn erewoord de bij deze reglementering opgelegde verplichtingen na te leven. De aansprakelijkheid van de FOREm kan in dit verband in geen enkel geval worden ingeroepen.

Artikel 10

Door het document met de inhoud en de programma van de opleidingsmodule(s), dat bij deze overeenkomst wordt gevoegd, te hebben ondertekend, verklaren de partijen zich akkoord met bedoeld programma.

Artikel 11

De partijen verklaren kennis te hebben genomen van het besluit van de Waalse Regering van betreffende de instapstages en van artikel 36 quater van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Zo opgesteld te _____ op _____ in drie origineel exemplaren ondertekend door de partijen die hun exemplaar verklaren te hebben ontvangen.

Voor de Werkgever

De Stagiair

Voor de FOREm

<i>Bijlage bij de instapstageovereenkomst Opleidingsprogramma</i>	
<i>IS-nummer :</i> <i>Raadgever :</i> <i>Personalia van de raadgever :</i> <i>IS van tot</i>	<i>Bedrijf :</i> <i>Functie :</i> <i>Stagiair :</i>

Modaliteiten in verband met het gedeelte opleiding

Gedeelte opleiding in een bedrijf

Verantwoordelijke van het gedeelte opleiding:

Adres waar het gedeelte opleiding plaatsvindt:

Voogd :

Personalia van de voogd :

Duur van het gedeelte opleiding:

Beschrijving van de functie

De Elink-plannen beschrijven

Beschrijving van de activiteiten van het ondervonden beroep

Het gaat om de activiteiten die nodig zijn voor de uitvoering van het beroep en de activiteiten eigen aan het bedrijf die het voorwerp uitmaken van de opleiding van de stagiair tijdens zijn stage.

Opsomming van de basisactiviteiten van Elink van het beroep en aanvulling met de werkgever van de werkelijk uitgevoerde taken (in verband met de duur van de stage)

Datum :	Ondertekening Stagiair	Ondertekening Werkgever	Ondertekening Raadgever
---------	---------------------------	----------------------------	----------------------------

<i>Bijlage bij de instapstageovereenkomst</i>	
<i>ST-nummer :</i> <i>Raadgever :</i> <i>Personalialia van de raadgever :</i> <i>IS van tot</i>	<i>Bedrijf :</i> <i>Functie :</i> <i>Stagiair :</i>

Modaliteiten in verband met het gedeelte opleiding

Gedeelte opleiding in een opleidingscentrum

Contactpersoon bij die operateur :

Personalialia van de contactpersoon :

Voogd :

Personalialia van de voogd :

Duur van het gedeelte opleiding:

Data, plaatsen en uurrooster van de opleiding :

➤ ...

➤ ...

Beschrijving van de functie

Beschrijving van het beroep

Programma en inhoud van de opleiding gegeven door een opleidingsoperator

Datum :	Ondertekening Stagiair	Ondertekening Werkgever	Ondertekening Raadgever
---------	---------------------------	----------------------------	----------------------------

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 22 augustus 2013 tot vaststelling van het model van instapstageovereenkomst bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2013 betreffende de instapstages. Namen, 22 augustus 2013.

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE